

MEETING DE BREST

MARDI 28 FEVRIER 1989

PROJET DE DISCOURS DE Pierre MAUROY

Mesdames,

Messieurs,

Chers amis et camarades,

Il est un premier témoignage que vous représentez ce soir : celui du nombre. Combien êtes-vous, 2.000 ? ou plus encore? Et puisqu'il faut bien commencer un meeting, pardonnez-moi de m'inspirer d'une oeuvre célèbre : Y-à-t'il du nouveau à l'ouest ? Oui, il y a du nouveau! Et ce nouveau, c'est la perspective de la victoire de Pierre MAILLE, ici à Brest!

Brest, que la géographie a placée en éclaireur de la péninsule européenne, certes battue par le vent et la mer, mais qui jamais ne baissa pavillon parce que, face à

l'histoire, face à l'action, face à l'avenir, les brestois⁰³
retrouvent leur tempérament de bretons et de marins.

Brest, port militaire dont le nom mêlé à toutes les
joutes maritimes des grands siècles, raisonne aujourd'hui
encore comme l'écho d'une détermination et d'une trempe
particulière.

Brest aussi, ville industrielle, parfois touchée par la
crise, qui a toujours su affirmer sa volonté de se
moderniser et de se façonner un avenir à la mesure des
temps modernes.

Et ce n'est pas faire injure aux brestois que de songer
qu'ils ont dû depuis 1983 regretter d'avoir éloigné pendant
six ans le parti socialiste des affaires municipales. Mais
durant ces six années le triste spectacle offert par la
municipalité de droite vous a sans doute donné la conviction
que cette équipe ne pouvait pas représenter très longtemps
le dynamisme et l'efficacité de votre grande ville.

Aussi nous faisons confiance en votre jugement. Et
quelque chose me dit que ce jugement ira dans le sens de la

victoire de Pierre MAILLE, et qu'enfin une équipe nouvelle engagera une action à la mesure de ce que représente Brest dans une Europe qui n'oubliera pas l'importance de ses façades maritimes.

Car à Brest, comme ailleurs, voici la France engagée dans une nouvelle compétition électorale. Sans doute, relevez-vous comme moi, qu'à dix jours de l'élection les coeurs ne s'enflamment guère. Et cette campagne vit son petit bonhomme de chemin, au coeur de chaque ville et trop souvent réduite à sa dimension locale.

Pardonnez-moi ce terme de collégien - je dirai de toutes façons quelques mots tout-à-l'heure des problèmes de l'Education Nationale - mais j'ai ce soir à Brest envie de dire aux Français : Ne faites pas l'impasse sur cette élection. Car cette copie blanche pourrait peser très lourd sur le destin collectif de la France.

Ces 12 et 19 mars, vous ne choisirez pas seulement l'équipe de gestionnaires, des hommes et des femmes qui administreront votre ville, vous agirez aussi en tant que citoyens, conscients des enjeux de toute élection pour la

suite de notre vie publique.

Méfions-nous des eaux mortes. Elles ne présagent rien de bon pour la démocratie. Celle-ci est une conquête permanente. Elle s'étioLERAIT de n'être pas sans cesse approfondie. Et cette élection municipale ne serait pas ce qu'elle doit être si elle ne contribuait pas à relever cinq défis: Celui traditionnel de l'équilibre des forces politiques(1). Celui de la bataille contre l'indifférence(2), celui de la mobilisation en faveur d'un projet politique (3), celui de la décentralisation (4), celui enfin, de l'Europe (5).

La bataille contre la droite

Mais où est donc la droite dans cette campagne ? Je n'en doute pas, elle se bat au plan local, elle se bat même très fortement et très durement. Ce n'est pas à vous que je l'apprendrai. Mais elle a oublié de faire campagne au plan national. En tous cas, elle a oublié qu'il s'agissait d'une campagne municipale. A écouter les leaders de la droite, j'ai

plutôt le sentiment qu'il s'agit déjà d'une campagne européenne.

La campagne européenne, n'en doutez pas, nous la ferons, nous la ferons même très bien. Mais nous la ferons à son heure. En tous cas, nous ne nous en servons pas comme d'un masque pour faire oublier qu'il y a auparavant des choix municipaux.

Ne croyez pas que cette attitude du RPR, de l'UDF, de l'UDC, du CNI et de quelques autres, soit le fait du hasard. Cette non campagne est un choix, comme s'il s'agissait pour une droite passe-murailles de se glisser dans une vague d'indifférence qu'elle cultive pour mieux se faire oublier. Pour mieux faire oublier leur gestion décevante. Pour mieux faire oublier qui ils sont et comment les Français les ont connu de 1986 à 1988. Si bien connue qu'ils l'ont finalement rejetée.

Aussi, écoutez-la s'interroger la plate droite qui est la leur !

La droite se veut retrospective et introspective. M. BALLADUR ne cesse de publier livres et articles consacrés à

6

16:46

la période où il se déplaçait en chaise à porteur. Dans les colonnes du Monde tout au moins. M. PASQUA consulte ses archives à chaque occasion et nous devons lui rappeler assez régulièrement qu'il n'est plus Place Beauvau au Ministère de l'Intérieur. Il est vrai que M. PASQUA offre un cas psychologique à part. Mais je m'interdirai de dire devant vous, en utilisant le titre d'un film récent : un poison nommé PASQUA, mais non il s'agit d'un poisson nommé Wanda.

Ecoutez-la blémir de ses divisions la plate droite qui est la leur!

Il est vrai que seuls les amateurs de labyrinthes y trouvent désormais leur compte! Qu'il est difficile à comprendre le complexe cheminement de M. LEOTARD entre des centres si invraisemblablement différents que l'on se demande si l'on n'a pas un peu oublié les vieux cours d'arithmétique sur les symétries centrales et autres!

Qu'il est méticuleux ce lent cheminement de M. SEGUIN qui, au nom d'un humanisme pas vraiment partagé par l'intéressé, cherchait, il y a peu, à faire glisser M. CHIRAC de son fauteuil de Président du RPR.

Qu'elle est ardue cette navigation entre les rivages bien mal balisés de M. MEHAIGNERIE qui depuis six mois, malgré son grand talent, nous a habitués à n'émettre une idée claire que par inadvertance.

Où sont-ils tous? Avec ou sans GISCARD? Et tous de s'interroger : beurre ou ordinaire ? fromage ou dessert ?

Ecoutez-la rêver, la plate droite qui est la leur ? De quoi rêve-t-elle ? De son unité. Jamais nous n'avons entendu autant d'appels à l'unité, mais apparemment le bénéficiaire de l'unité n'est pas souvent le même. Et à force de les entendre s'appeler les uns les autres, on finit par ne plus se retrouver entre l'écho, l'appel, l'écho de l'appel et l'appel à l'écho.

Il faut cependant reconnaître un intérêt tout particulier à cette longue et difficile introspection de la droite. Le langage y fleurit, la sémantique y gagne. Je veux pour ma part contribuer un peu, ce soir, au petit glossaire de l'opposition unie. Au trop simple : il faut reconstruire l'opposition, je propose quelques verbes supplémentaires :

8

16:46

rénover, réhabiliter, restructurer, réaménager, rebatir, réédifier, relancer, restaurer. J'allais ajouter réanimer. Mais on m'accuserait de partialité..

Bref, jamais droite si désunie n'aura autant invoqué l'unité.

Cette confédération de la droite ressemble à un menu : c'est à qui avalera l'autre.

Sachez cependant que même désaccordé, le vieux violon conservateur recèle les dangers des chants de sirènes. La droite assume en France son idéologie. Quand elle ne l'exprime pas par la voix de ses leaders politiques, elle fait jouer d'autres ténors. Regrettons que M. PERIGOT ait cru bon d'entonner récemment encore la vieille antienne d'un patronat dépassé, celui qui masque toujours ses échecs derrière la vindicte contre l'Etat et la diatribe sur les charges sociales.

Cette France là, passéiste, dépassée, nous l'avions crû oubliée, nous qui avons contribué au redressement de l'économie française, qui avons su faire les choix qui ont

mené à la désinflation et au renouveau de l'investissement.

J'en appelle ici à tous ceux qui sont les créateurs, à ceux qui ont fait de l'initiative leur métier, je veux dire les chefs d'entreprises. Nous ne construirons pas une France victorieuse en nous rejetant de tels archaïsmes à la figure. Laissons la droite utiliser de tels arguments à ses propres fins domestiques. Mais ne perdons pas de temps, batissons ensemble la France de l'avenir.

Cette droite est dangereuse qui pour dénouer ses conflits internes transpose sur la France un regard qui n'est plus celui de cette fin de siècle. Voilà pourquoi nous la condamnons. Voilà pourquoi une fois encore, nous souhaitons la battre. Voilà pourquoi nous attendons des 12 et 19 mars une nouvelle et grande victoire, confirmant le succès personnel de François MITTERRAND le 8 mai dernier et la majorité issue des élections législatives.

La bataille contre l'indifférence

Reste que ce défi politique que nous lançons à la droite est aussi un défi à la politique. Car la liste des élus du 19 mars ne résumera pas à elle seule le contenu de l'élection municipale. Pour la première fois sans doute, le taux d'abstention constitue une donnée majeure du scrutin.

Les précédentes consultations marquées par des taux d'abstention voisins de 40% constituaient certes des tests. Mais on pouvait leur appliquer des explications liées au type de scrutin. Il n'en sera pas de même cette fois. Et si le taux d'abstention reste élevé à l'occasion de ces élections de la vie quotidienne que sont les municipales, oui, je le dis avec conviction, nous saurons qu'il y a une fêlure dans l'approche que les français ont de la politique.

Je suis étonné de ce que de plus en plus, à l'occasion de tel ou tel conflit, les Français utilisent leur bulletin de vote, non plus positivement, mais négativement comme une sorte d'arme contre les gouvernants. On renvoie son bulletin de vote, comme si le coupable de telle ou telle situation

11

16:46

était, non pas l'artisan d'une politique, mais la politique elle-même.

Je crois cette dérive extrêmement dangereuse. Elle autorise toute utilisation perverse. Elle amoindrit la marge d'action des gouvernants. Elle éradique aussi leurs responsabilités. Puisque tout le monde est coupable, pourquoi s'efforcer d'apporter encore des réponses aux problèmes.

Les explications, nous les connaissons. On ne fait pas impunément pendant des années devant les Français l'autodafé des idéologies sans susciter quelque perplexité. On n'invoque pas impunément un consensus fait de non-dits, sans appuyer un mouvement d'indifférence à l'égard de l'action politique. On ne réduit pas impunément la politique à ses petites phrases sans amoindrir le sentiment d'appartenance à une communauté qui exerce des choix.

Nous en sommes-là. Confrontée à la crise, une partie de la France n'aspire plus à changer de politique. Elle se contente de mépriser la politique. Elle la bafoue en conservant par devers elle son bulletin de vote. Un

12

16:46

sentiment de vide s'installe. Il est lourd de périls, car il ouvre la porte à toutes les dérives.

J'ai dit d'entrée de jeu, ne rendez pas copie blanche, ne faites pas le jeu de ceux qui en fait ne recherchent que cela pour installer leur pouvoir et accréditer des politiques défavorables.

Chers amis, s'il y a un appel à lancer, c'est bien celui-là: Votez, tout simplement parce que la démocratie et donc nos libertés, reposent sur cet acte majeur. En cette année de mémoire, où nous célébrons le bi-centenaire de la Révolution française, je voudrai que ceux qui expriment leur colère par le déchirement de leur bulletin de vote méditent un instant sur ceci: Feron-nous avancer les problèmes en foulant aux pieds un droit que nos ancêtres ont mis cent ans à conquérir. Cent ans, car telle est la période qui sépare la prise de la Bastille de l'instauration de la République en France. Méfions-nous pour quelques conflits du présent de ne pas éclabousser toute une histoire!

La mobilisation en faveur d'un projet

Ce défi à l'avenir suppose une mobilisation et un projet.

Mobilisation ! Ce terme un peu militaire exprime tout à la fois un ensemble de forces et un mouvement. C'est cela même qui caractérise la majorité présidentielle. Ce que nous avons voulu, nous l'avons obtenu après les difficultés que vous savez avec le parti communiste.

Beaucoup de choses nous éloignent du parti communiste. Depuis 1920, une analyse de l'évolution du monde, radicalement différente. Des désaccords sur la question des libertés. Des antagonismes quant à notre responsabilité, quant à la nécessité que nous voulons inébranlable de dire la vérité aux Français sur ce qui est possible et ne l'est pas dans le domaine économique. Le fonctionnement de nos deux partis est lui-même très différent. Nous aspirons à une vie démocratique que n'exprime pas le centralisme démocratique.

Et cependant, nous savions dès le départ qu'il ne fallait ni céder au parti communiste, ni renoncer à rechercher une forme d'unité avec lui. Céder, c'eut été lui offrir une

14

16:46

représentativité que le suffrage universel lui avait otée. Nous ne le voulions pas au nom même du respect du suffrage universel.

Renoncer à toute forme d'accord nous aurait entraînés dans un groupement progressif vers une troisième force déjà condamnée par l'histoire. Et ce faisant nous aurions ouvert au parti communiste un espace à gauche, là où se trouve la zone de tous les dangers de la vie politique française. Car contrairement à ce que l'on dit, le vrai triangle des bermudes de l'échiquier politique français n'est plus l'électorat centriste qui nous a rejoint en grande partie - et l'exemple de l'ouest est là pour en témoigner - il se situe désormais au coeur des catégories sociales défavorisées, celles-là même qui ont le plus à attendre de notre politique, mais aussi celles-là même qui sont les plus promptes à se décourager.

Voilà pourquoi j'ai salué comme une victoire l'accord du 12 janvier dernier. Voilà pourquoi, alors même que le parti communiste ne le respectait pas, nous avons continué à dialoguer avec lui afin d'aboutir à une situation de large unité. 13 primaires dans les villes sortantes d'union de la

15

16:46

gauche. C'est moins qu'en 1983. Et c'est donc globalement mieux.

J'ai souri, moi aussi, à la longue odyssée de ces négociations telle que la raconte le journal Libération cette semaine. J'en souris il est vrai retrospectivement, mais il y a quelque chose de vrai. A cette différence que l'acharnement que l'on nous accusait de mener a finalement été payant et que nous nous retrouvons maintenant communistes et socialistes au coude à coude pour monter à l'abordage des municipalités de droite.

Cette unité se veut respectueuse d'une ouverture nécessaire. Car comment pourrions-nous prétendre nous renforcer à la mesure du succès de nos politiques, sans créer les conditions pour que ceux qui n'étaient pas encore avec nous viennent nous rejoindre. Et plus que toute autre échéance, les élections municipales devaient nous en donner l'occasion.

Cette mobilisation, nous la voulons au service d'un projet. La persistance de plusieurs conflits sociaux, l'imminence d'autres sans doute, doit nous pousser à la

16

16:46

réflexion. La France ne peut pas avancer de manière aussi cahotique et construire son avenir sur le déchirement de ces catégories sociales.

Infirmières, professeurs, surveillants de prisons... Vous avez en commun au moins deux traits fondamentaux. Vous avez profondément raison quant à l'analyse des transformations quantitatives et qualitatives qui sont impérieusement nécessaires pour améliorer votre condition et votre rôle envers la société.

Mais le conflit explose au moment même où s'exprime une volonté de résoudre le problème. On s'en souvient j'étais monté à la tribune de l'Assemblée Nationale en octobre 1988, quand il s'est agi de la négociation salariale dans la fonction publique. Je le ferais encore, et quand il le faudra.

Mais que chacun réfléchisse. Il faut bien un point de départ à la négociation. Il faut bien accepter ou comprendre que tout n'est pas possible tout de suite, quelle que soit l'ampleur des besoins. Il faut bien rythmer une action dans le temps.

17

16:46

Je veux le dire avec la force que me suggère ma qualité d'ancien syndicaliste enseignant : tout est négociable, sauf le refus du dialogue. Quand une chance s'offre, il faut la prendre, faute de quoi on gaspille l'avenir. Et quand l'avenir s'exprime dans le visage de 12 millions d'enfants et d'étudiants, c'est un abominable gaspillage. Que chacun le comprenne avant qu'il ne soit trop tard.

Au sortir d'une décennie de modernisation, que les socialistes ont largement amorcée, il nous reste à inventer des comportements, permettant d'instituer un nouveau modèle de partage. Ce partage ne doit pas être le fruit d'une revendication incessante, d'un antagonisme permanent des groupes sociaux, il doit traduire la volonté de construire ensemble un avenir négocié.

Voilà le grand projet que nous voulons bâtir, voilà pourquoi nous avons besoin de chacune et de chacun d'entre vous.

Vers un plus large développement local

Ce projet, nous avons à l'inscrire en tout premier lieu dans la vie municipale. La décentralisation a transformé le visage de la France, elle n'a pas encore suffisamment fait évoluer les mentalités et l'approche des phénomènes de pouvoir. Le maire n'est pas seulement celui qui délivre désormais les permis de construire. Il est le détenteur d'un pouvoir collectif qui dépasse la seule gestion municipale.

Les villes désormais établissent des relations internationales. Elles sont le moteur de l'Europe, au point que les plus grandes d'entre elles, identifient à elles seules des régions entières. On ne parle plus de la Toscane mais de Milan, de la Rhénanie-Westphalie mais de Cologne. Et si j'ai choqué quelques sensibilités en affirmant que nous devrions augmenter la taille de nos régions françaises, c'est croyez le bien après une analyse que je maintiens et que je défends.

Nous avons à prolonger la décentralisation.

Prolonger la décentralisation, c'est créer un pouvoir d'agglomération nouveau en favorisant des formes neuves de coopérations inter-communales qui mettent nos villes à la dimension de l'Europe.

Prolonger la décentralisation, c'est renforcer la capacité des élus à peser sur la vie quotidienne. Vous le savez, j'avais souhaité que le Revenu Minimum d'Insertion soit distribué par une commission composée majoritairement d'élus. Je constate que le dispositif qui a été finalement mis en place et sur lequel j'avais émis des réserves, suscite aujourd'hui des irritations que je comprends. Quand un Préfet se limite à répondre à un dossier d'insertion composé de plusieurs pages par deux lignes sibyllines: "vous n'avez pas droit au RMI, parce que vous êtes âgé de moins de 25 ans et que vous n'avez pas d'enfants à charge", c'est inacceptable. Inacceptable en tout cas du point de vue du fonctionnement d'une société telle que nous l'entendons. J'appelle sur ce point le gouvernement à la vigilance.

Prolonger la décentralisation, c'est doter les élus des instruments leur permettant d'assurer leurs

20

16:46

responsabilités. Il faut un statut de l'élu si l'on ne veut pas qu'ici ou là certains recourent à des expédients. Et vous savez comment une certaine presse se complait à l'utiliser contre nous.

Voilà bien un grand débat qui reste devant nous. Une large victoire municipale permettrait de l'aborder dans les meilleures conditions.

Les perspectives européennes

Ainsi cette élection municipale peut être un instrument de modernisation de la vie politique française à condition de l'inscrire clairement dans la perspective européenne.

Le grand marché de 1993 nous impose beaucoup de lucidité sur les transformations de la société française qui vont en découler. Déjà beaucoup de groupes sociaux se placent en position défensive.

Nous socialistes européens, réagissons contre ces attitudes en développant les effets positifs de la dynamique européenne. Seule celle-ci nous permettra une croissance plus riche en emplois, une capacité de pénétration des marchés extérieurs, et les armes d'une sauvegarde écologique.

A bien des égards nous sommes entrés dans l'âge de raison de l'Europe. Notre campagne n'est ni un plaidoyer sans nuance pour la construction européenne, ni un recul frileux sur les valeurs de statu-quo.

Mais nous savons que cette Europe ne se fera durablement que si elle est adoptée. Elle sera d'autant mieux acceptée que des collectivités locales fortes sauront amorcer un dialogue inter-européen dense.

Ainsi se rejoindront les deux préoccupations municipales et européennes. Non pas à la manière de la droite, l'une occultant l'autre. Mais parce que nous voulons au travers de ces deux enjeux exprimer une même volonté, qui se traduit en trois mots : paix, justice et solidarité.

22

16:46

Ce seront mes trois mots de la fin, mais ils portent en eux toutes les perspectives de l'avenir tel que souhaite le fonder les socialistes.